

**MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE, PLAINE
ET PLATEAU**

**Maison de l'Économie, de l'Emploi et de la
Formation**

**16, rue du Zornhoff
67700 SAVERNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@auditoria.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg TI B 495 241 853 • Siret : 495 241 853 000 11 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE, PLAINE ET PLATEAU** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- L'exhaustivité, l'existence et la séparation des exercices des subventions d'exploitation accordées à votre association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux membres de l'association appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

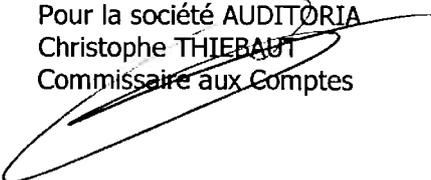
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 24 août 2020

Pour la société AUDITORIA
Christophe THIEBAUT
Commissaire aux Comptes



Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2019 | Net au 31/12/2018 |
|--|----------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 4 428 | 4 102 | 326 | 922 |
| Immobilisations corporelles | 38 994 | 34 385 | 4 599 | 29 790 |
| Immobilisations financières | 23 850 | | 23 850 | 23 850 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 67 272 | 38 497 | 28 776 | 64 562 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours (autres que marchandises) | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Usagers et comptes rattachés | 189 416 | | 189 416 | 226 242 |
| Autres | 5 229 | | 5 229 | 685 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités (autres que caisse) | 202 591 | | 202 591 | 129 084 |
| Caisse | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 397 236 | | 397 236 | 355 990 |
| REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 17 737 | | 17 737 | 12 873 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Autres comptes de régularisation | | | | |
| TOTAL REGULARISATION | 17 737 | | 17 737 | 12 873 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 482 245 | 38 497 | 443 748 | 423 425 |
| Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2019 | au 31/12/2018 |
|---|------------------|------------------|
| FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | 187 939 | 179 289 |
| Résultat de l'exercice | 48 949 | 8 650 |
| Report à nouveau | | |
| SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE | 236 887 | 187 939 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 236 887 | 187 939 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 33 652 | 38 870 |
| FONDS DEDIES | 3 025 | 46 730 |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes assimilées | 12 075 | 18 892 |
| Avances et commandes reçues sur commandes en cours | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 42 584 | 32 135 |
| Autres | 115 524 | 98 860 |
| TOTAL DETTES | 170 183 | 149 887 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL GENERAL | 443 748 | 423 425 |

| | |
|--|---------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | 6 041 |
| Dont à moins d'un an (a) | 164 143 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 51 |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |

Compte de résultat

| | du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois | du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitation | 855 659,82 | 794 755,48 |
| Reprises et Transferts de charge | 1 323,20 | 4 476,22 |
| Colisations | | |
| Autres produits | 32,86 | |
| Produits d'exploitation | 857 015,88 | 799 231,70 |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock de marchandises | | |
| Achats de matières premières | | |
| Variation de stock de matières premières | | |
| Autres achats non stockés et charges externes | 170 952,82 | 155 605,95 |
| Impôts et taxes | 33 252,67 | 25 910,00 |
| Salaires et Traitements | 459 091,21 | 407 625,03 |
| Charges sociales | 148 272,36 | 154 828,40 |
| Amortissements et provisions | 4 915,34 | 8 403,04 |
| Autres charges | 2,11 | 0,29 |
| Charges d'exploitation | 816 486,51 | 752 372,71 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 40 529,37 | 46 858,99 |
| Opérations faites en commun | | |
| Produits financiers | 561,79 | 425,45 |
| Charges financières | 145,06 | 373,65 |
| Résultat financier | 416,73 | 51,80 |
| RESULTAT COURANT | 40 946,10 | 46 910,79 |
| Produits exceptionnels | 5 286,54 | 240,91 |
| Charges exceptionnelles | 40 989,09 | 39 882,16 |
| Résultat exceptionnel | -35 702,55 | -39 641,25 |
| Impôts sur les bénéfices | | |
| Report des ressources non utilisées | 45 230,00 | 48 560,00 |
| Engagements à réaliser | 1 525,00 | 45 180,00 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 48 948,55 | 8 649,54 |



Annexe aux comptes arrêtés au 31 décembre 2019

Désignation de l'association : MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 443 748 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 48 949 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les nouvelles règles en matière d'actifs et d'amortissements sont sans incidence sur les comptes de la société.

- * Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.



Annexe aux comptes arrêtés au 31 décembre 2019

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 33.652,21 €.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette rémunération reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Information au titre d'un événement post-clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

L'association n'a pas fait de demande d'activité partielle, son statut d'association ne pouvant pas en bénéficier. Elle n'a pas non plus connu de baisse de recettes, puisque les financeurs ont maintenu leurs subventions.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentatio | = Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|--------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 4 428 | | | 4 428 |
| Immobilisations incorporelles | 4 428 | | | 4 428 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 39 197 | | 39 197 | |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 35 219 | 3 775 | | 38 994 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 74 416 | 3 775 | 39 197 | 38 994 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | | | | |
| - Autres titres immobilisés | 22 500 | | | 22 500 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 1 350 | | | 1 350 |
| Immobilisations financières | 23 850 | | | 23 850 |
| ACTIF IMMOBILISE | 102 694 | 3 775 | 39 197 | 67 272 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentatio | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|---------------|---------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 3 506 | 596 | | 4 102 |
| Immobilisations incorporelles | 3 506 | 596 | | 4 102 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 14 320 | 24 877 | 39 197 | |
| - Matériel de transport | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 30 306 | 4 089 | | 34 395 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 44 626 | 28 966 | 39 197 | 34 395 |
| ACTIF IMMOBILISE | 48 132 | 29 562 | 39 197 | 38 497 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 213 731 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 1 350 | | 1 350 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 189 416 | 189 416 | |
| Autres | 5 229 | 5 229 | |
| Charges constatées d'avance | 17 737 | 17 737 | |
| Total | 213 731 | 212 381 | 1 350 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 38 870 | | 5 218 | | 33 652 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales | | | | | |
| sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | | |
| Total | 38 870 | | 5 218 | | 33 652 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | | | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | 5 218 | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 170 183 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|----------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 51 | 51 | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | 12 024 | 5 984 | 6 041 | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 42 584 | 42 584 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 113 216 | 113 216 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 2 307 | 2 307 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 170 183 | 164 143 | 6 041 | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 6 801 | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Notes sur le bilan

Charges à payer

| | Montant |
|---------------------------|---------------|
| FNP COMMISSAIRES CPTÉ | 2 664 |
| FNP ELECTRICITE | 185 |
| FNP LA POSTE | 150 |
| FNP HONORAIRES COMPTABLES | 5 580 |
| FNP SCI ROHAN | 5 793 |
| INTERETS COURUS A PAYER | 51 |
| DETTES PROV./CONGES PAYES | 31 285 |
| PERSONNEL PRIMES A PAYER | 11 400 |
| CHARGES SOC.S/CP | 14 697 |
| CHARGES SOC.S/PRIMES | 5 130 |
| CAP UNIFORMATION | 12 012 |
| CHARGES A PAYER | 103 |
| Total | 89 049 |

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| CCA DOCUMENTATION | 424 | | |
| CCA LOYERS | 8 764 | | |
| CCA ASSURANCES | 1 346 | | |
| CCA LOCAT*LOGICIEL | 362 | | |
| CCA MACHINE AFFRANCHIR | 128 | | |
| CCA GRENKE | 1 316 | | |
| CCA EBP MAINTENANCE | 109 | | |
| CCA LOCATION COPIEUR | 665 | | |
| CCA SERVINFO | 678 | | |
| CCA AZ PROJET | 3 946 | | |
| Total | 17 737 | | |


Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

| | Montant en Euros |
|---------------------------------------|---------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | |
| Engagements en matière de pensions | 33 652 |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| Autres engagements donnés | |
| Total | 33 652 |

MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE

EFFECTIF

Effectif moyen du personnel : 14 personnes

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition |
|-----------------------------------|----------------------|--------------------------------|
| Cadres | 1 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | | |
| Employés | 13 | |
| Ouvriers | | |
| TOTAL | 14 | |



MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE

Variation des fonds associatifs

| | Début d'exercice | Affectation du résultat | Fin d'exercice |
|------------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|
| Fonds associatifs | 179 289,02 | 8 649,54 | 187 938,56 |
| Réserve de trésorerie | | | 0,00 |
| Report à nouveau | | | 0,00 |
| Résultat N-1 | 8 649,54 | -8 649,54 | 0,00 |
| Résultat en instance d'affectation | | | 48 948,55 |
| Total | 187 938,56 | 0,00 | 236 887,11 |

Analyse des fonds dédiés

| Nature des fonds | Montant au début de l'exercice | Aug. Engagements à réaliser s/ subv. Attribuées | Dim. fonds dédiés utilisés au cours de l'exercice | Montant net à la fin de l'exercice | Dont part non mouvementée depuis au moins 2 ans |
|--------------------------|--------------------------------|---|---|------------------------------------|---|
| Aides directes | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | |
| Région - Parrainage | 0,00 | 1 525,00 | 0,00 | 1 525,00 | |
| CGET - Action QPV | 800,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | |
| Département - Action QPV | 750,00 | 0,00 | 750,00 | 0,00 | |
| Région - Garantie Jeunes | 43 680,00 | 0,00 | 43 680,00 | 0,00 | |
| TOTAL | 46 730,00 | 1 525,00 | 45 230,00 | 3 025,00 | 0,00 |

Charges et Produits Exceptionnels

| | Net |
|--|-------------------|
| Produits exceptionnels | 5 286,54 |
| Quote-part de subventions | 0,00 |
| Produits de cession des éléments d'actif | |
| Produits sur exercices antérieurs | 68,89 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 5 217,65 |
| Charges exceptionnelles | 40 989,09 |
| Sur opérations de gestion | 0,00 |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés | |
| Dotations aux provisions | 24 646,22 |
| Charges sur exercices antérieurs | 16 342,87 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -35 702,55 |



MISSION LOCALE DU PAYS DE SAVERNE

Subventions d'exploitation

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | Montant notifié 2019 | Montant perçu 2019 | Montant à régulariser s/convent* 2018 | Montant restant à percevoir en 2020 | Montant à reverser 2019 |
|----------------------------|-----------------------------|-------------------------|-----------------------|---|--|----------------------------|
| | | | | | 0 | |
| POLE EMPLOI | Co-traitance | 65 632,00 | 65 632,00 | | 0,00 | |
| DIRECCTE | Fonctionnement | 214 454,00 | 214 454,00 | | 0,00 | |
| DIRRECTE - GARANTIE JEUNES | Accomp.Garantie Jeunes | 73 176,00 | 73 176,00 | 0,00 | 0,00 | |
| DIRECCTE | Parrainage | 11 895,00 | 11 895,00 | | 0,00 | |
| DRJSCS | Parrainage | 3 050,00 | 3 050,00 | | 0,00 | |
| FSE RSA | Accomp. RSA | 27 720,00 | 13 860,00 | 68,89 | 13 928,89 | |
| REGION GE | Fonctionnement | 184 861,00 | 110 916,60 | | 73 944,40 | |
| IEJ | Boost Emploi | 57 880,90 | 0,00 | -899,54 | 56 981,36 | |
| CD67 | RSA | 27 720,00 | 27 720,00 | | 0,00 | |
| PAYS ZORN COM.COM | Fonctionnement | 13 336,50 | 13 336,50 | | 0,00 | |
| SAVERNE COM.COM | Fonctionnement | 30 406,20 | 30 406,20 | | 0,00 | |
| ALS.BOSSUE COM.COM | Fonctionnement | 21 487,15 | 0,00 | | 21 487,15 | |
| KOCHERSBERG COM.COM | Fonctionnement | 10 000,00 | 10 000,00 | | 0,00 | |
| PAYS HANAU COM.COM | Fonctionnement | 23 340,15 | 23 340,15 | | 0,00 | |
| DAP - ATELIER CDO | Employabilité CDO | 4 140,00 | 4 140,00 | | 0,00 | |
| DIRRECTE - GARANTIE JEUNES | Subv.except.Garantie Jeunes | 63 094,00 | 63 094,00 | | 0,00 | |
| ASP | Aides services civiques | 2 986,92 | 2 986,92 | | 0,00 | |
| VILLE DE SAVERNE | Indemnité de résiliation | 20 000,00 | 20 000,00 | | 0,00 | |
| CHAMBRE DES METIERS | Forum de l'Artisanat | 480,00 | 480,00 | | 0,00 | |
| TOTAL | | 855 659,82 | 688 487,37 | -830,65 | 166 341,80 | 0,00 |

* La subvention de la Ville de Saverne relative à l'acte de résiliation conventionnelle du crédit bail immobilier du bâtiment 1, Rue Dagobert Fischer à Saverne est accordée pour un montant de 80.000 €. Cette subvention fractionnée en 4 versements, ne figure qu'à hauteur de 20.000 € dans les comptes annuels 2019.

* La subvention exceptionnelle Garantie Jeunes viendra compléter à hauteur de 43.680 € (comme le précise la convention en p3) les fonds propres de l'association.

